



INTERNATIONAL BUDGET PARTNERSHIP
Open Budgets. Transform Lives.

e-Newsletter

Janvier-février 2013 No. 70

Au-delà du communiqué de presse

[La narration transmédia et l'Enquête sur le budget ouvert 2012 : Un entretien avec Lukman Hakim](#)

Élargir la participation du public grâce à la technologie

[Attirer l'attention du gouvernement sur les préoccupations de la société civile par le biais de Photovoice](#)

[Les enseignements tirés d'Amérique du Sud en matière de budgétisation multicanaux et e-participative](#)

Ce que nous apprenons sur le travail budgétaire des OSC

[Quels facteurs jouent un rôle dans le plaidoyer budgétaire efficace de la société civile ?](#)

Publications

[Les publications de l'IBP](#)

[Lectures complémentaires sur le terrain](#)

Emplois et opportunités

[Responsable de programme pour le développement du contenu et la stratégie numérique, Communications, IBP](#)

[Responsable de programme \(Afrique francophone\), Open Budget Initiative, IBP](#)

L'Enquête sur le budget ouvert 2012 fait l'objet d'une couverture médiatique internationale

Depuis le 23 janvier, les partenaires de l'IBP organisent des événements à l'occasion de la publication de [l'Enquête sur le budget ouvert 2012](#), la seule mesure indépendante, comparative et régulière de la transparence et de la responsabilité budgétaires dans le monde. Produites tous les deux ans par des experts extérieurs au gouvernement, l'enquête 2012 révèle que les budgets nationaux de 77 des 100 pays évalués - ces 77 pays abritent la moitié de la population mondiale - ne répondent pas aux normes de base de la transparence budgétaire



Publication de l'EBO 2012 au ministère des Finances en [Géorgie](#)

Les événements organisés par nos partenaires contribuent à mettre en évidence le besoin urgent pour leurs gouvernements à prendre des mesures concrètes pour rendre leurs budgets plus transparents et responsables. Les efforts de publication de l'IBP et de ses partenaires ont suscité une importante couverture médiatique nationale et internationale, y compris dans le [Huffington Post](#), [The Guardian](#), le [Times of India](#), [Bloomberg.com](#), et d'autres médias étrangers. Pour voir l'ensemble de la couverture à ce jour (par région), consulter la page [l'IBO dans les médias](#). Vous pouvez également « aimer » notre page Facebook pour recevoir des mises à jour sur les publications de notre partenaires, qu'il s'agisse de la [Tunisie](#), du [Kenya](#), de [l'Afghanistan](#) ou d'ailleurs.

Pour en savoir plus sur l'Enquête sur le budget ouvert 2012, veuillez consulter [notre site web](#).

[3 au 5 mai : Participez à la Conférence sur la budgétisation participative à Chicago !](#)

Au-delà du communiqué de presse

La narration transmédia et l'Enquête sur le budget ouvert 2012 : Un entretien avec Lukman Hakim, par Cynthia Ugwuibe, International Budget Partnership

La « narration transmédia » - l'utilisation de plusieurs médias et activités (qu'il s'agisse d'événements publics aux technologies numériques comme les médias sociaux) et les formats transmédia (par exemple, documentaire vidéo ou podcasts audio) – est une manière pour les « conteurs » de faire participer leur public avec efficacité d'une façon plus interactive. Cette approche est fréquente dans les industries du divertissement et du marketing, et est de plus en plus reprise par les organisations de la société civile (OSC) comme un moyen de sensibiliser le public et d'élargir le soutien en faveur de leurs causes et, finalement, inspirer le changement social.

Plus récemment, l'IBP a utilisé la narration transmédia dans sa version internationale de [l'Enquête sur le budget ouvert](#) (EBO) 2012. L'IBP a produit [une vidéo](#) qui présente aux téléspectateurs l'enquête et sa méthodologie, ainsi qu'une variété de supports imprimés (comme des [rapports de synthèse par pays](#) et une [infographie](#)) et les a diffusées sur le site web de l'IBP et dans les médias sociaux. Par ailleurs, l'IBP a organisé un certain nombre d'événements au niveau international et a appuyé ses partenaires de la société civile en organisant des manifestations nationales et régionales. Un exemple de narration transmédia qui employait plusieurs outils et tactiques a été l'événement inaugurant [la sortie du rapport](#) que l'IBP et l'Institut de la Banque mondiale (WBI) ont coorganisé le 5 février 2013. Lors de cet événement, l'IBP, des représentants des gouvernements de l'Afghanistan, du Libéria et du Brésil (par téléconférence), et le WBI ont discuté des résultats de l'enquête, souligné les efforts réussis de ces trois pays pour améliorer leurs scores de l'IBO et présenté des idées pour accélérer le rythme des améliorations en matière de transparence budgétaire. L'événement a été diffusé en direct sur le site du WBI, et a également été couvert par Tweeter. En outre, il a été présenté dans un [post sur le blog des Budgets ouverts de l'IBP](#). Pour connaître les réactions suscitées par l'Enquête sur le budget ouvert 2012, l'IBP a créé une [page Storify sur l'IBO](#), qui présente la couverture médiatique de la publication nationale et internationale, et les réactions du public dans le monde sur la page [l'IBO dans les médias](#) du site web de l'IBP.

Les partenaires de l'IBP ont également participé à la narration transmédia. Nous avons rencontré Lukman Hakim du Forum indonésien pour la transparence budgétaire (SEKNAS FITRA) pour discuter de la stratégie transmédia de cette organisation relative à la sortie nationale et internationale de l'EBO 2012 en Indonésie.

Cynthia Ugwuibe : L'Indice sur le budget ouvert (IBO) 2012 de l'Indonésie était de 62, une amélioration de 11 points par rapport à son score de 51 en 2010. Quelle histoire SEKNAS FITRA souhaite raconter pour illustrer cette amélioration ?

Lukman Hakim : Nous avons souhaité mettre l'accent sur deux éléments. Le premier est que le gouvernement a tenu sa promesse d'être plus transparent. Le gouvernement a signé de nombreuses initiatives nationales et internationales dans le but d'être plus transparent, et nous avons souhaité informer le public sur les progrès accomplis, ainsi que les obstacles auxquels le gouvernement est confronté dans ce domaine. L'IBO est pour nous un outil très utile pour suivre ce travail.

Le deuxième message que nous souhaitons véhiculer porte sur les avantages de la transparence du gouvernement, comme une meilleure responsabilisation, des occasions accrues pour le public de dialoguer avec le gouvernement et la réduction de la perception de corruption par le public.

Ugwuibe : Comment l'organisation SEKNAS FITRA a-t-elle communiqué son message ? Pourquoi a-t-elle choisi ces moyens de communication ?

Hakim : Nous avons diffusé les résultats de l'IBO dans un point de presse que nous avons publié sur notre [site web](#) et sur nos pages Facebook et Twitter. Nous avons également invité les représentants des médias à un communiqué de presse avec un représentant du gouvernement, et nous avons reçu plusieurs demandes d'entretiens afin de discuter des résultats de l'IBO.

En outre, nous avons publié un document sur les résultats de l'EBO dans la langue locale, le *bahasa indonesia*, afin d'assurer que les non-anglophones comprennent les informations sans difficulté. Grâce à notre expérience, nous savons que le fait de faire pression sur le gouvernement par le biais des messages médiatiques en bahasa indonesia a un impact plus fort. Nous utilisons un style simple et précis afin que les représentants des médias nous citent directement. Si nous ne faisons pas cela, les lecteurs seraient alors perturbés par les termes techniques dans une langue étrangère (anglais). Lorsque le texte est traduit, notre histoire intéresse davantage les journalistes.

Ugwuibe : Quelles technologies numériques ou stratégies de médias sociaux avez-vous utilisées pour ces publications, et pour quelles raisons ? Quels sont les facteurs qui ont influencé votre prise de décision ?

Hakim : Nous avons utilisé notre site web pour faire connaître la publication de l'IBO et pour discuter de l'importance de la transparence. Nous avons également tweeté des messages similaires et nous avons posté sur Facebook notre point presse sur l'IBO. Nous sommes bien connus sur les réseaux des médias sociaux, c'est la raison pour laquelle nos messages ont tendance à être transférés vers d'autres sites. Mais notre stratégie d'utilisation des médias numériques et sociaux est assez basique parce que, comme de nombreuses organisations, nous ne disposons pas des ressources nécessaires pour avoir une présence numérique plus large.

Ugwuibe : Comment SEKNAS FITRA a pu renforcer sa présence et un suivi sur Facebook et Twitter ?

Hakim : Pour renforcer notre présence sur ces sites, nous mentionnons généralement la page Facebook de SEKNAS FITRA et Twitter permet de gérer les médias au cours de nos activités. Nous couvrons un grand nombre de nos événements en direct via Tweeter. En outre, sachant que certains de nos sympathisants s'intéressent à la politique et au plaidoyer budgétaire, nous retweetons des informations sur le plaidoyer et les politiques budgétaires avec nos propres observations sur ces développements.

Ugwuibe : Comment mesurez-vous l'efficacité de vos stratégies ?

Hakim : Nous avons recueilli toutes les coupures de presse (articles web et articles de presse écrite, vidéos et audio) relatives à notre travail avec l'IBO depuis le jour de sa publication. Nous utilisons ces informations pour évaluer la situation dans laquelle ces nouvelles sont mises à la disposition du public. Par exemple, une de nos histoires est-elle parue en première page ou en deuxième page ? Avons-nous eu une couverture télévisée à une heure de grande écoute ou simplement un résumé de 15 nouvelles secondes ? Ces données nous indiquent quels angles et quelles déclarations globales sur nos histoires sont les plus efficaces.

Ugwuibe : SEKNAS FITRA a également organisé la publication régionale pour l'Asie du Sud. Votre message / votre histoire étaient-ils différents pour cette publication régionale ?

Hakim : Nous souhaitions raconter une histoire différente dans la version régionale de l'IBO. Nous avons décidé de ne pas inclure les médias parce que nous craignons qu'ils ne communiquent pas le message exact que nous voulions transmettre - qu'ils publieraient plutôt des reportages sensationnalistes qui auraient nui aux questions de la transparence budgétaire et de participation dans les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Nous nous sommes concentrés davantage sur le partage d'expériences entre les OSC des pays de l'ASEAN et la façon d'améliorer la transparence budgétaire et la participation publique, et sur la manière dont l'[Open Government Partnership](#) (OGP - Partenariat pour un gouvernement transparent) contribue à améliorer la responsabilité du gouvernement. Nous avons également discuté de la création d'un événement pour que les OSC de l'ASEAN et les représentants gouvernementaux se réunissent et discutent de l'amélioration de la transparence.

Ugwuibe : SEKNAS FITRA et ses coparrainants ont-ils utilisé Twitter et Facebook pour partager le message de la publication régionale ?

Hakim : Oui, nous avons couvert la publication régionale en Asie du Sud à travers Tweeter en direct en utilisant le compte [@opengovindo](#). UKP4, l'unité gouvernementale chargée de la mise en œuvre de l'OGP a envoyé la plupart des tweets en direct. En couvrant l'événement via Tweeter en direct, nous avons informé le public que les gouvernements et les OSC des pays de l'ASEAN se sont engagés à travailler ensemble pour améliorer la transparence du gouvernement dans ces pays. En outre, grâce Tweeter en direct, nous avons pu partager notre message auprès d'un public mondial.

Ugwuibe : Quels conseils donneriez-vous aux OSC qui cherchent à élaborer une stratégie efficace de narration transmédia ?

Hakim : Trouver une stratégie qui a du sens pour votre organisation, et surtout pour votre public. Les OSC ont maintes fois tenté de développer une stratégie transmédia sans préalablement considérer quels médias leur public utilise – et comment les messages doivent être portés à leur connaissance. Par exemple, une stratégie de médias numériques qui comprend Twitter, Facebook, etc. ne sera pas efficace si la majorité du public cible n'utilise même pas ces canaux. En revanche, l'envoi de courriels de masse demandant aux lecteurs de signer une pétition peut être considéré comme grossier ou comme spam dans certains pays, il peut être apprécié dans d'autres pays (y compris en Indonésie).

La langue du message doit également être adaptée afin d'assurer que le style soit accrocheur, touche la corde sensible du public et l'incite à prendre les mesures concrètes souhaitées. Par exemple, dans notre contexte particulier, le fait d'utiliser un langage technique en anglais peut être approprié pour un public universitaire, mais cette approche n'est pas appropriée lorsque le public cible est le grand public. Le fait de remplacer le langage formel ou semi-formel dans nos messages par des figures de style peut plaire davantage au grand public.

Pour en savoir plus sur ces versions de l'IBO et le travail de SEKNAS FITRA, veuillez consulter son [site web](#).

Élargir la participation du public grâce à la technologie

Attirer l'attention du gouvernement sur les préoccupations de la société civile par le biais de Photovoice, par Mallah E. Tabot, Voluntary Service Overseas-Cameroun

Dans notre Newsletter n ° 69, nous avons présenté le [Projet de budgétisation et de suivi participatifs \(PB&T\)](#), une nouvelle initiative de deux ans menée par *Voluntary Service Overseas* et Cuso International, qui intègre l'utilisation de Photovoice (une méthode de recherche appliquée utilisant la photographie) et des services de messages courts (SMS) pour améliorer la participation des citoyens à la prise de décision des collectivités locales au Cameroun. Cet article examine deux résultats à court terme du projet, qui est mis en œuvre dans trois régions : Extrême-Nord, Nord et Nord-Ouest.

Photovoice encourage les discussions sur le changement au sein des communautés en fournissant aux membres de la communauté des caméras numériques pour prendre des photos qui montrent l'état des infrastructures publiques et de la prestation des services. Ils ont ensuite la possibilité de partager des photos et de discuter de leurs points de vue sur les défis du développement qui ont un impact sur leurs communautés. Les participants sont également encouragés à identifier et à partager les solutions possibles aux problèmes de développement local. Ces recommandations sont ensuite transmises aux membres du conseil municipal, qui peut prendre des mesures pendant que la communauté continue de superviser la mise en œuvre d'un projet donné.



Les photos des participants au projet PB&T représentent l'état lamentable des services publics locaux et aident les membres du conseil à mieux identifier et hiérarchiser les besoins constitutifs dans le budget local. Par exemple, les membres de la communauté dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun ont pu montrer les lacunes dans l'accès aux services de base, y compris l'eau potable, l'éducation et les soins de santé primaires. Comme l'a noté le participant qui a pris la photo de gauche : « Il n'y a pas de point d'eau dans mon village. Cette source d'eau est la seule source pour toute la communauté, et il faut marcher au moins deux kilomètres pour aller la chercher. Souvent, les enfants sont en retard pour aller à l'école – ou manquent tout simplement leur journée d'école – à cause

de l'éloignement de l'accès à l'eau. Nous sommes également victimes de nombreuses maladies d'origine hydrique. Le conseil municipal doit assurer la présence de points d'eau sur la place du village. »



Dans la région du Nord-Ouest, les administrés du conseil municipal de Santa ont mis en évidence des problèmes tels que la nécessité d'améliorer les routes et les infrastructures éducatives ; la gestion des déchets ; et les services relatifs à l'eau, l'hygiène et l'assainissement. La photo à gauche montre un enfant à l'extérieur des toilettes d'une école et illustre les mauvaises conditions d'hygiène dans les écoles primaires dans cette municipalité. Le participant qui a pris cette photo a noté que « l'école a une population de 300 enfants, mais il n'y a que quatre salles de classe et la maison d'une famille dans les locaux. Le lieu manque d'hygiène. Cet endroit pourrait même tuer un enfant – regardez cette structure ! Nous voulons de

meilleures toilettes dans les écoles. Lorsque les choses changeront, je serai heureux. »

Après avoir recueilli toutes ces photos et ces histoires, les responsables des projets locaux organisent des expositions communautaires pour les présenter afin d'accroître la visibilité des questions et de promouvoir l'appropriation communautaire du projet. Ces expositions réunissent les parties prenantes, y compris les représentants du gouvernement et des dirigeants communautaires, ce qui crée la possibilité de dialogue. Les membres de la communauté ont la possibilité de parler à la fois de l'état des services publics locaux et de s'informer sur les processus locaux de prise de décisions budgétaires et les engagements du conseil municipal pour agir sur les priorités identifiées.

Dans le cadre des prochaines étapes, les responsables des projets dans les trois régions encourageront l'interaction entre la communauté et les membres du conseil municipal grâce à la technologie SMS. Ils rendront visite dans un premier temps aux conseils municipaux locaux pour recueillir des informations sur les allocations budgétaires et les dépenses relatives aux projets spécifiques identifiés lors des ateliers photovoix et proposés par les membres de la communauté. Ces informations seront envoyées à des intervalles mensuels aux membres de la communauté par SMS pour les informer sur les engagements du conseil municipal. Ces informations peuvent varier. Il peut s'agir d'une somme d'argent affectée à la construction d'un nouveau pont ou de la signature d'un nouveau contrat pour la reconstruction des toilettes d'une école. Les membres de la communauté peuvent ensuite signaler les changements qu'ils observent ou non à la suite des dépenses relatives aux priorités identifiées. Ce dialogue se poursuivra jusqu'à la fin de l'exercice budgétaire et se terminera dans un autre atelier photovoix qui permettra de montrer les preuves photographiques des changements réalisés.

Aidez-nous à contrôler ce budget ! Le Projet PB&T de VSO Cameroun est maintenant sur Facebook. Consultez la [page Facebook](#) et n'oubliez pas « d'aimer » et de partager cette initiative créative. Pour plus d'informations, veuillez contactez Mallah Tabot à mallah.tabot@vsoint.org.

Les enseignements tirés d'Amérique du Sud en matière de budgétisation multicanaux et e-participative, par Cynthia Ugwuibe, International Budget Partnership

Dans la budgétisation participative (BP), les citoyens déterminent la manière dont les fonds publics seront alloués pour les services publics et les projets. Souvent mis en œuvre au niveau national ou local, ces initiatives visent à inclure les citoyens dans le processus d'élaboration des politiques, à améliorer la reddition de comptes publique et à accroître les dépenses en faveur des pauvres.

Dans les initiatives classiques de BP, les citoyens assistent aux assemblées publiques pour discuter des priorités et élire les représentants qui voteront au final sur les projets présélectionnés. Mais pour augmenter la participation des citoyens, certains gouvernements permettent désormais aux citoyens de s'exprimer le suffrage final par le biais de multiples canaux, y compris l'Internet, les messages texte et les scrutins traditionnels.

Un examen de ces processus de budgétisation participative multicanaux à Belo Horizonte et Rio Grande do Sul, au Brésil et à La Plata, en Argentine, montre à quel moment et pourquoi ces initiatives attirent des taux plus élevés de participation significative du public. En 2006, la ville de Belo Horizonte a lancé l'initiative de budgétisation participative numérique (e-BPB) pour s'appliquer au même moment que son programme traditionnel de BP. Le gouvernement a présélectionné quatre options d'un projet pour chacun des neuf districts de la ville, et pendant plus de 42 jours, les électeurs inscrits pouvaient discuter et voter pour les projets proposés en ligne. Le programme a été un énorme succès, 10 pour cent des électeurs de la ville ont participé à l'e-BP, comparé à seulement 1,5 pour cent dans le programme traditionnel de BP.

La ville de La Plata et l'État de Rio Grande do Sul mènent des programmes de BP similaires multiphasés et multicanaux chaque année, comprenant à la fois un processus classique de délibération, des interactions en face-à-face et un processus multicanaux à moindre coût - e-BP de Belo Horizonte :

Phase 1 : Processus de délibération en face-à-face

- La Plata : Lors des forums publics, les citoyens présentent des projets pour leur quartier. Lors des forums finaux de quartier, les citoyens décident de la façon dont 30 pour cent du budget du quartier sera dépensé et fixent la liste des 70 pour cent restants.
- Rio Grande do Sul : Lors de réunions qui se [tiennent à travers l'État](#), les citoyens votent pour les priorités régionales en fonction des ressources disponibles et du plan pluriannuel de l'État. Ensuite, lors des réunions du conseil municipal, les citoyens proposent des projets cohérents avec la stratégie pluriannuelle.

Phase 2 : Vote direct

- La Plata : Les citoyens votent sur les projets proposés dans l'un des 44 emplacements en l'espace de deux week-ends ou pendant une période de neuf jours via un système de SMS sécurisé. En 2010, plus de 12 pour cent des électeurs ont [participé](#) au scrutin.
- Rio Grande do Sul : Pendant plus de 35 heures, les citoyens votent pour leurs préférences en matière de dépenses via l'Internet, par bulletins de vote et par téléphones mobiles. Environ 18 pour cent de la population adulte de l'État a voté en 2012 - [le taux le plus élevé de participation publique](#) dans les processus électoraux de l'État, à l'exclusion des élections présidentielles pour lesquelles le vote est obligatoire.

Les enseignements tirés :

Ces exemples indiquent comment et dans quelles circonstances les initiatives de BP peuvent améliorer la participation du public :

1. Les initiatives de BP multicanaux qui rendent le vote plus pratique peuvent accroître la participation à l'ensemble du processus, même si un plus grand pourcentage de citoyens peut encore voter par bulletins de vote traditionnels plutôt qu'en ligne ou par SMS. Cette contradiction apparente est peut-être due au fait que dans les programmes de BP multicanaux comme celui de

La Plata, les exigences rigoureuses en matière de vote, comme la participation à des réunions, n'existent pas.

2. Les nouvelles méthodes de vote attirent les citoyens qui ne participeraient pas en temps normal à une BP classique. Selon une enquête menée par l'*Open Government Technology Alliance* sur 23 000 électeurs qui ont voté par Internet lors du cycle de BP à Rio Grande do Sul en 2012, 63 pour cent ont déclaré qu'ils n'auraient pas participé au processus s'ils ne pouvaient pas voter en ligne.
3. Pour que la participation publique soit significative, les citoyens doivent avoir la possibilité de discuter des priorités et de proposer des projets pour lesquels ils pourront voter plus tard.
4. Selon Tiago Peixoto, le spécialiste de l'Open Government à la Banque mondiale, les citoyens sont plus susceptibles de participer lorsqu'ils sentent que la participation a un effet contraignant sur la façon dont les fonds publics sont alloués. Par exemple, dans le cadre de l'e-BP à Belo Horizonte, les citoyens ont voté directement pour les projets, alors que dans la BP traditionnelle, les délégués élus ont exprimé le scrutin final.
5. Les initiatives de BP sont susceptibles d'avoir plus de succès lorsque la communication et la mobilisation touchent la société civile et le gouvernement avant et pendant le processus de BP. À La Plata, par exemple, les citoyens ont sollicité un soutien public pour leurs propositions de projet, et le gouvernement a utilisé les médias en ligne et traditionnels pour faire connaître le processus à travers les médias en ligne et traditionnels.
6. Un gouvernement favorable et réceptif est essentiel. À Belo Horizonte et à La Plata, le gouvernement a rapidement répondu aux demandes de renseignements du public concernant le processus et les forums multicanaux dirigés.

Pour plus d'informations sur ces initiatives de budgétisation participatives, veuillez contacter Cynthia Ugwuibe à Ugwuibe@cbpp.org ou Tiago Peixoto à tpeixoto@worldbank.org

Ce que nous apprenons sur le travail budgétaire des OSC

Quels facteurs jouent un rôle dans le plaidoyer budgétaire efficace de la société civile ? par Justine Hart et Jay Colburn, International Budget Partnership

Afin de favoriser un plaidoyer efficace qui encourage la transparence et la responsabilisation des budgets publics et de meilleures politiques et mises en œuvre budgétaires, l'IBP noue des partenariats avec les organisations de la société civile (OSC) du monde entier. L'IBP supporte le travail budgétaire de ses partenaires de la société civile à travers la formation et l'assistance technique, le financement et la collaboration aux niveaux national, régional et international. L'IBP entreprend également des recherches rigoureuses sur la [situation de la transparence, de la participation et de la responsabilisation budgétaires](#) dans le monde, et sur [les causes et les conséquences du niveau plus ou moins élevé de la transparence](#). L'IBP mène aussi des recherches substantielles basées sur [des études de cas](#) qui se penchent sur les campagnes menées par la société civile pour promouvoir la transparence budgétaire et plaider en faveur de politiques budgétaires favorables aux pauvres. Ces études de cas explorent à quel moment et dans quelles conditions le plaidoyer budgétaire de la société civile peut avoir un impact positif sur les systèmes, les pratiques, les politiques et les résultats budgétaires. Ce que nous avons appris jusqu'à présent est que les OSC ne peuvent avoir un impact que lorsqu'elles ont accès à l'information, qu'elles agissent de concert avec le gouvernement, et qu'elles entretiennent des relations et des réseaux solides avec d'autres OSC et les médias. Cet article examine quelques exemples dans lesquels nos partenaires ont réussi à surmonter les défis liés à ces facteurs.

Premièrement, les OSC n'ont souvent pas accès aux informations budgétaires et à la possibilité de participer aux processus budgétaires. Les budgets sont essentiels pour assurer la prestation de services essentiels comme la santé maternelle et l'éducation de base. Est-ce que le gouvernement investit suffisamment de fonds publics dans ces services ? Pour répondre à cette question, il faut avoir accès à l'information budgétaire – et aux possibilités d'obliger le gouvernement à rendre compte de ses actions. Malheureusement, selon l'Enquête sur le budget ouvert (EBO) 2012, bien trop de gouvernements, comme celui du [Myanmar](#) qui publie des documents budgétaires à des fins internes uniquement,

fournissent au public peu ou pas d'informations sur le budget du gouvernement national et les activités financières au cours de l'exercice budgétaire.

En utilisant l'Enquête sur le budget ouvert pour faire pression pour une plus grande transparence budgétaire, les efforts des organisations partenaires de l'IBP ont été documentés dans un certain nombre de pays. Avec la pression d'un partenaire de l'IBP, le Réseau Gouvernance Économique et Démocratie (REGED), le gouvernement de la [République démocratique du Congo](#) a pris plusieurs nouvelles mesures pour améliorer la transparence du gouvernement, telles que la publication de la Proposition de budget de l'exécutif, et a inclus des dispositions en matière de transparence dans plusieurs nouvelles lois et réglementations de finances publiques. Au [Honduras](#), l'attention accrue accordée aux questions de transparence budgétaire à travers la préparation et la production de l'Enquête sur le budget ouvert 2010 a réuni les organisations locales de la société civile, l'IBP, la *Millennium Challenge Corporation* et le gouvernement pour faire des progrès en matière de transparence budgétaire, y compris la publication de l'ensemble des huit documents budgétaires clés.

Un autre défi que les OSC doivent relever est le fait d'assurer que le public soit en mesure de participer à la prise de décisions budgétaires et aux processus de supervision de manière équitable et durable. Les citoyens peuvent être impliqués dans plusieurs étapes du processus budgétaire, et de nombreuses OSC budgétaires s'efforcent de promouvoir des politiques qui permettent une telle participation. Même si l'EBO 2012 révèle que les gouvernements, dans leur majorité, ne parviennent pas à fournir des opportunités significatives aux citoyens et à la société civile de participer au processus budgétaire, certains pays assurent des mécanismes intéressants et novateurs de participation à toutes les étapes du budget processus. Voici quelques exemples :

- Formulation du budget ; À Trinité-et-Tobago, le ministère des Finances reçoit des informations budgétaires provenant des citoyens et répond par le biais de forums publics.
- Approbation du budget : Au Kenya, la Commission budgétaire du Parlement tient des audiences publiques pour examiner le budget et en débattre
- Exécution du budget : Les agences gouvernementale de Nouvelle-Zélande utilisent des enquêtes axées sur le budget, tiennent des consultations publiques et recueillent les commentaires du public sur le budget en ligne
- Surveillance budgétaire : En Corée du Sud, le Système de demande d'audit des citoyens permet aux citoyens de demander au bureau national d'audit de mener des enquêtes spéciales sur les programmes gouvernementaux qui sont particulièrement importants ou lorsque des irrégularités et l'inefficacité sont constatées.

En plus de l'information budgétaire et d'un dialogue ouvert, les organisations engagées dans le travail budgétaire tirent profit du fait de faire partie d'un réseau d'autres groupes ayant des objectifs similaires. Les OSC obtiennent rarement des résultats positifs en l'absence de partenariats solides, et les groupes de travail budgétaire ont tendance à mieux réussir lorsqu'ils tentent d'élargir et de renforcer leurs réseaux en s'engageant avec des mouvements et des organisations qui ont des objectifs communs.

L'implication organisationnelle dans les réseaux a contribué au succès récents de nos partenaires dans divers contextes. L'organisation Sikika en Tanzanie, qui fait campagne contre le gaspillage des ressources publiques, financières et humaines dans le secteur de la santé, a [noué des alliances clés](#) dans les médias et au sein du parlement qui l'aident à faire avancer son ordre du jour. Dans le cadre de sa mobilisation au niveau local et de son travail d'audit social, la Coalition pour la justice sociale en Afrique du Sud a utilisé ses [relations avec un maire engagé](#) pour surmonter les difficultés bureaucratiques. Enfin, au Brésil, les groupes communautaires, les mouvements sociaux, les syndicats, les organisations religieuses et les instituts de recherche ont [formé une coalition](#) pour défendre le financement des programmes sociaux menacés par la réforme fiscale.

Malgré les difficultés budgétaires que les OSC continuent à affronter, il est possible pour elles de travailler vers un dialogue plus ouvert avec les gouvernements et d'établir de nouvelles alliances basées sur les enseignements tirés des autres organisations qui font un travail similaire. Pour connaître l'impact que peut avoir la société civile sur les budgets, veuillez consulter les [études de cas](#) du Programme d'apprentissage de l'IBP.

Publications

Les publications de l'IBP

Ce mois-ci, l'IBP a publié une nouvelle étude de cas sur la façon dont les bailleurs de fonds ont adopté [l'Indice sur le budget ouvert](#) dans leur cadre de l'aide étrangère. « [Foreign Assistance and Fiscal Transparency: The Impact of the Open Budget Initiative on Donor Policies and Practices](#) », par Linnea Mills, présente les conclusions sur la manière, le moment et les raisons pour lesquels le Département d'État américain, la Millennium Challenge Corporation (MCC), et le Département britannique pour le développement international (DFID) ont adopté l'Indice sur le budget ouvert dans la langue et dans la pratique.

L'IBP a également publié trois études de cas sur le rôle de l'IBP, de ses partenaires locaux, des bailleurs de fonds et des gouvernements pour promouvoir une meilleure transparence budgétaire, à l'aide de l'Enquête sur le budget ouvert (EBO) en tant que mesure d'orientation et de progrès en [Afghanistan](#), dans la [République démocratique du Congo](#) (RDC) et au [Honduras](#). L'étude de cas sur l'Afghanistan souligne l'amélioration du score de l'Enquête sur le budget ouvert (EBO) et les efforts des bailleurs de fonds, des organisations de la société civile (OSC) et des médias pour faire pression sur le gouvernement afin d'améliorer son système de gestion des finances publiques. L'étude de cas sur la RDC montrent comment le pays partenaire de l'IBP a utilisé les résultats de l'EBO 2008 et 2010 pour collaborer de manière constructive avec le ministère du Budget et pour former le corps législatif et les médias à utiliser les informations obtenues relative à la transparence budgétaire plus mener des réformes plus larges de gouvernance économique. À la suite de ces efforts et de la pression des partenaires internationaux de développement, le gouvernement de RDC a publié des documents budgétaires clés pour la première fois en 2010. Enfin, l'étude de cas menée au Honduras montre comment l'EBO 2010 a amélioré la sensibilisation aux problèmes de transparence budgétaire du pays et a encouragé la mise en œuvre d'une approche multi-parties prenantes pour apporter des changements.

Pour consulter ces études de cas ainsi que d'autres publications sur la transparence budgétaire, veuillez consulter le site : http://internationalbudget.org/ibp_publication_categories/budget-transparency/.

Lectures complémentaires sur le terrain

Une nouvelle section du bulletin de l'IBP qui vous apporte une couverture adaptée des questions budgétaires et de l'engagement de la société civile dans les budgets publics traités par des revues universitaires et professionnelles

Budgétisation participative

Si vous avez apprécié l'article de ce bulletin d'information sur la budgétisation participative (BP), d'autres ressources sont disponibles ! L'édition la plus récente du [Journal of Deliberative Democracy](#) est un numéro spécial sur la budgétisation participative, édité par Brian Wampler et Janette Hartz-Karp. Les éditeurs ont établi un programme qui donne un aperçu de la croissance fulgurante de la BP comme un projet d'organisation permettant aux citoyens de demander des comptes à leurs gouvernements : selon une estimation, plus de 1500 municipalités à travers le monde ont adopté la budgétisation participative. Les articles inclus dans le numéro spécial sont extrêmement variés et traitent de questions aussi bien théoriques que concrètes, internationales ou microéconomiques. Par exemple, Wampler note la mesure dans laquelle la popularité de la BP, comme celle de tout autre processus démocratique, repose sur sa capacité continue à opérer un réel changement social. Dans le même temps, Ernesto Ganuza et Gianpaolo Baiocchi notent dans leur article « *The Power of Ambiguity: How Participatory Budgeting Travels the Globe* », que la BP s'est avérée adaptable à une assez grande variété de contextes sociaux. Bien que cette caractéristique ait fait de la BP un outil attractif pour les militants qui cherchent à faire entendre des causes progressistes, elle comporte également des risques lorsque les acteurs gouvernementaux cooptent le langage de la budgétisation participative sans promouvoir les objectifs d'inclusion, de participation et de justice sociale.

Benjamin Goldfrank a également contribué à cette édition, avec son article qui met l'accent sur le [rôle de la Banque mondiale dans la promotion de la BP](#) et six études sur des cas aussi variées que le « succès improbable » de l'introduction « par le haut » de la budgétisation participative au Pérou ou que le potentiel émancipateur d'engagement des parties prenantes « de bas en haut » aux États-Unis. La revue est entièrement en libre accès. N'hésitez pas à consulter ce [numéro spécial](#).

Transparence et accès à l'information

La budgétisation participative porte au moins en partie sur la construction d'espaces transparents – comme le suggèrent Ganuza et Baiocchi dans l'article cité ci-dessus - et l'accès à l'information est crucial pour l'engagement des citoyens dans toutes sortes de processus budgétaires. Un récent article de Daniel Albalade del Sol publié dans le [Journal of Economic Policy Reform](#) aborde la question des facteurs qui permettent la transparence des autorités locales, en se concentrant sur les municipalités en Espagne. Entre autres choses, il révèle que les municipalités dont les maires sont de gauche sont plus transparentes ; et que les maires dont les partis détiennent une majorité absolue au sein de leurs conseils municipaux ont tendance à être moins transparents.

Cette dernière constatation n'est pas une surprise pour Paolo de Renzio, de l'IBP, dont l'article (co-écrit avec Joachim Wehner), « [Citizens, Legislators, and Executive Disclosure: The Political Determinants of Transparency](#) », révèle que la transparence fiscale au niveau national est associée à une situation législative dans laquelle plusieurs partis contestent les élections et partagent le pouvoir, rendant ainsi encore plus difficile pour un corps exécutif puissant de contrôler la législature.

Bien sûr, dans un contexte autoritaire, les déterminants de la transparence peuvent s'écarter radicalement de ceux qui ont été identifiés par del Sol, et l'utilisation de l'information pour promouvoir la reddition de comptes n'est pas aussi simple qu'elle pourrait l'être dans des régimes plus démocratiques. Telle est l'axe d'un article récent publié par Yeling Tan, intitulé « [Transparency without Democracy: The Unexpected Effects of China's Environmental Disclosure Policy](#) », paru dans le journal [Governance](#). Tan se penche sur les OSC environnementales qui travaillent en Chine, où elle conclut que les relations étroites entre les autorités locales et les entreprises polluantes compromettent souvent la capacité des populations locales à demander des comptes à leurs gouvernements. Son article souligne également les leçons pour la société civile et se termine par des histoires de réussites. Les OSC environnementales étudiées par Tan ont noué des alliances non conventionnelles pour faire pression sur le gouvernement, y compris avec les ONG internationales et les sociétés multinationales qui ont un intérêt à assurer que leurs fournisseurs locaux en Chine soient relativement intègres. Pour en savoir plus sur le travail de Tan, veuillez consulter le [Governance blog](#).

Emplois et opportunités

Responsable de programme pour le développement du contenu et la stratégie numérique, Communications, International Budget Partnership

L'IBP recherche un responsable de programme pour le développement du contenu et la stratégie numérique au sein de l'équipe de communications. Cette personne travaillera en tandem avec l'équipe de direction et le personnel de l'organisation pour élaborer et mettre en œuvre des stratégies intégrées de communication. Ce responsable de programme jouera un rôle à la fois créatif et analytique dans le développement, la production et la promotion des principaux produits de communication électroniques de l'IBP : le bulletin bimestriel, le site web et les plateformes des médias sociaux. Le responsable de programme appuiera également les capacités et les efforts de communication du personnel de l'IBP et des organisations partenaires, ainsi que son réseau international. Pour plus d'information et pour postuler, veuillez consulter la [description complète de la fiche de poste](#).

Responsable de programme (Afrique francophone), Open Budget Initiative, International Budget Partnership

L'IBP recherche un responsable de programme (Afrique francophone) pour apporter un appui à [l'Initiative sur le budget ouvert](#) (IBO). L'IBO est un programme de recherche et de plaidoyer qui vise à accroître l'accès du public à l'information budgétaire et à promouvoir une gestion des finances publiques inclusive et responsable. Le responsable de programme rendra compte au directeur de l'Initiative internationale pour le plaidoyer et la transparence budgétaires de l'IBP et au superviseur de l'Enquête sur le budget ouvert de l'IBP. Pour plus d'informations et pour postuler, veuillez [cliquez ici](#).

3 au 5 mai : Participez à la Conférence sur la budgétisation participative à Chicago !



Rendez-vous à Chicago du 3 au 5 mai 2013 pour participer à la deuxième Conférence internationale sur la budgétisation participative aux États-Unis et au Canada. La budgétisation participative (BP) permet aux citoyens de décider directement comment dépenser les parties des budgets publics qui affectent leurs vies. Les participants à la conférence se familiariseront aux processus de BP dans le monde et assisteront à des sessions sur l'engagement des jeunes, les outils de haute technologie et la facilitation. Ils pourront également voir la BP en action lors d'événements de vote à Chicago. Pour ceux qui découvrent la BP, un atelier de formation (inscription séparée) introduira les éléments de base nécessaires pour tirer parti de la Conférence sur la BP. [L'inscription est ouverte](#) sur [le site web de la conférence](#). **Les inscriptions préalables se termineront le 22 mars 2013.**